



L'européen trilingue : une utopie conduisant au tout-anglais

L'actuelle politique d'enseignement des langues, sous couvert de promotion de la diversité linguistique, conduit en réalité au renforcement du tout-anglais en Europe.

En effet, affirmer que l'anglais est indispensable et doit être enseigné comme première langue vivante étrangère revient à marginaliser les autres langues. L'exemple le plus frappant vient d'Italie où il a été décidé de permettre aux élèves de consacrer à l'anglais toutes les heures prévues pour la deuxième langue étrangère.

Mis à part au sein des couches sociales les plus favorisées, qui peut se vanter d'être trilingue ?

Le communiqué de l'UE paru le 21 février 2006, *Les Européens et les langues*, outre qu'il proclame

trompeusement que 51 % des Européens parlent anglais, cite les principaux obstacles à l'apprentissage des langues : le manque de temps (34 %), de motivation (30 %), et les coûts de la formation (22 %). Ces obstacles sont la conséquence directe de la trop grande place accordée à l'anglais comme LV1.

La politique actuelle non seulement procure un avantage économique considérable aux pays anglo-saxons (cf. extraits ci-dessous du rapport Grin), mais elle décourage et empêche l'apprentissage de toute autre langue que l'anglais. Les ressources humaines, financières, matérielles étant monopolisées pour l'enseignement de l'anglais, les autres langues sont négligées, sinon abandonnées.

l'espéranto, clé du plurilinguisme

« l'espéranto est sans doute un des meilleurs alliés du plurilinguisme »

Claude Hagège, *Combat pour le français*, 2006, p. 188

La solution la plus viable proposée (cf. rapport Grin) pour atteindre un réel multilinguisme, tout en préservant la diversité et la démocratie linguistique, est d'enseigner comme LV1 une langue facile et rapide à maîtriser, neutre

politiquement, qui aide à apprendre les autres langues, comme l'espéranto. Ce préalable permet de libérer du temps et des ressources pour l'enseignement des langues étrangères. Le plurilinguisme devient accessible à tous.

Le rapport Grin

Le rapport de François Grin, remis récemment au Haut Conseil de l'évaluation de l'école à la demande du Ministère de l'éducation nationale, évalue le coût financier de la politique linguistique de l'UE :

- « le Royaume-Uni gagne, à titre net, au minimum 10 milliards d'euros par année du fait de la dominance actuelle de l'anglais ;
- « si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de 17 à 18 milliards d'euros par année ;
- « ce chiffre ne tient pas compte de différents effets symboliques (comme l'avantage dont jouissent les locuteurs natifs de la langue hégémonique dans

toute situation de négociation ou de conflit se déroulant dans leur langue) ; cependant, ces effets symboliques ont sans doute aussi des répercussions matérielles et financières. »

Le professeur Grin conclue : « le scénario "espéranto" apparaît comme le plus avantageux, car il se traduirait par une économie nette, pour la France, de près de 5,4 milliards d'euros par année et, à titre net pour l'Europe entière (Royaume-Uni et Irlande compris), d'environ 25 milliards d'euros annuellement. [...] 85 % de la population de l'Europe y a un intérêt direct et évident, indépendamment des risques politiques et culturels que comporte l'hégémonie linguistique. » Plurilinguisme et espéranto « pourraient être combinés dans le cadre d'une approche stratégique à la politique linguistique ».